

Les jeudis noirs de la Culture

Après être passé en force pour en finir avec l'acte 1 de la RGPP, Frédéric Mitterrand vient de lancer l'acte 2. Les prochaines victimes seront les 78 opérateurs du ministère de la Culture et ses 22 000 ETP (équivalents-temps-pleins) qui représentent pourtant un enjeu essentiel pour le maintien d'une réelle politique culturelle.

Cette deuxième vague de dérégulation a pour objectif d'adapter les établissements publics au dogme du non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux et de baisser les ressources publiques qui leur seront affectées.

La RGPP2 entend poursuivre la RGPP1 qui a rapproché de manière arbitraire plusieurs établissements publics. La RGPP1 se trouvait elle-même dans la logique des réformes engagées depuis 2004 : éclatement du réseau des musées et autonomie croissante accordée aux plus grands d'entre eux (Louvre, Orsay, Versailles et Guimet).

Cette politique a contribué à substituer aux politiques mutualistes et scientifiques basées sur la conservation, la recherche et une large diffusion, une conception essentiellement mercantile, s'appuyant de plus en plus sur le développement à tout prix des ressources propres de ces établissements, toujours plus aléatoires dans le contexte économique actuel. Les établissements se voient aujourd'hui imposer un budget qui rend de plus en plus périlleux le maintien de leurs missions.

Aujourd'hui le ministère a perdu son âme. Que reste-t-il de la conception qui, il y a cinquante ans, présida à sa création ? L'objectif essentiel était d'élargir l'accès à la culture à tous ceux qui le désiraient et d'empêcher la dissolution de la culture dans la consommation et « les usines de rêve » que sont les industries culturelles . . .

Les agents du Centre Pompidou, refusant les réductions d'effectifs, la baisse de la subvention de l'État et la stagnation des salaires, ont entamé une grève le 23 novembre, rejoint par la suite par les agents de la BPI (Bibliothèque Publique d'Information) et l'intersyndicale du ministère de la culture, qui a déposé un préavis de grève à compter du 2 décembre. Les 21 conservateurs du musée d'art moderne au centre Pompidou, soutenant cette mobilisation, ont adressé une lettre ouverte au ministre, dans laquelle ils affirment leur opposition aux réformes en cours. Ils rappellent que le simple fonctionnement du musée, même recentré sur ses missions essentielles, est en jeu. Si les emplois ne sont pas sauvegardés et si la subvention n'est pas réévaluée, le Musée national d'art moderne devra réduire le nombre et l'importance de ses expositions, restreindre ses prêts, ralentir considérablement sa participation à la vie culturelle nationale et internationale dont il est pour l'art moderne et contemporain l'un des acteurs essentiels.

Un peu partout, dans les musées, les monuments, en Ile-de-France et en province, des

sites ont été fermés, ouverts gratuitement, ou occupés, avec le soutien de collègues d'autres secteurs en lutte, comme ceux de l'Office National des Forêts de la poste.

Parmi les nombreux soutiens à cette mobilisation des personnels du ministère, citons celui de L'AFEA (Association française d'ethnologie et d'anthropologie) qui se déclare « solidaire du mouvement mené par les personnels du ministère de la Culture dans leur lutte contre le démantèlement du service public culturel. Soulignant que comme dans l'enseignement supérieur et la recherche, l'objectif du gouvernement est de privilégier les activités économiquement rentables au détriment de celles qui favorisent le lien social. »

Cette lutte à laquelle la grande majorité des agents adhère est le prolongement de celles engagées depuis maintenant près de deux ans sous diverses formes, pour la sauvegarde des missions et de l'emploi du service public culturel. Elle a permis que soient posées explicitement les questions essentielles de la place et du rôle de la culture dans notre société, et de l'utilité sociale et économique du service public.

Il est plus que symbolique que ce débat de fond ait été ouvert par les luttes des agents alors que le Ministre de la Culture clôt l'année du cinquantenaire de sa création dans un silence assourdissant.

Vos représentants syndicaux du musée du Louvre réaffirment leur opposition à la réforme des PC de jour et de nuit, conséquence directe de la RGPP et demandent des réunions courant janvier pour discuter de l'évolution des effectifs du Musée. Il importe plus que jamais de montrer au Ministère et à notre direction que les agents du Louvre restent mobilisés contre la RGPP, ses coupes budgétaires et suppressions d'emplois.

**C'est pourquoi l'intersyndicale du Musée du Louvre appelle tous les agents du musée à une journée d'action
le jeudi 31 décembre.**

**Contre la baisse des subventions du Ministère !
Contre la RGPP et les choix de la direction quant à l'application de cette mesure
dans notre établissement !
Contre la réforme des PC !
Pour le maintien des emplois, la lutte continue !**

Tous en grève !

**Montrons notre détermination par une grève massive !
Un préavis de grève a été déposé**